

2° En dehors des causes tenant à la balance des paiements internationaux, la monnaie de papier s'est d'autre part dépréciée pour des raisons internes : parce qu'elle était trop abondante et que, de plus, elle n'avait pas de valeur propre.

Nous avons vu qu'en réalité, l'Etat doit encore la plus grande partie du coût financier de la guerre aux rentiers et aux porteurs de billets inconvertibles. Or, ces rentiers et ces porteurs de billets se sont trouvés disposer à peu près des mêmes facultés d'achat que s'ils avaient été remboursés ou effectivement payés.

Le fait tient à des causes diverses et variables selon les pays :

a) A l'augmentation des crédits en banque : en Angleterre notamment, les banques ont ouvert de larges crédits à ceux qui voulaient souscrire aux emprunts ou leur ont avancé de l'argent sur leurs titres. Les rentiers ont pu ainsi redépenser eux-mêmes l'argent qu'ils avaient prêté à l'Etat qui le dépensait de son côté ;

b) A la nature de certains emprunts : certains titres à court terme, comme les bons de la Défense nationale, ont été fréquemment utilisés entre particuliers comme moyen de paiement, à l'instar d'une monnaie ;

c) Aux émissions de papier-monnaie, qui ont été, en France, le principal facteur d'inflation. Monnaie légale, ce papier, qui n'est en somme qu'une promesse de paiement futur par la Banque ou l'Etat, procure au porteur un moyen de paiement définitif vis-à-vis de ses créanciers.

D'où cette situation paradoxale que les moyens d'achat fournis aux particuliers par les crédits en banque et l'émission de bons du Trésor ou de papier-monnaie se sont accrus en proportion des consommations et destructions de richesses de toutes sortes faites par l'Etat pour soutenir la guerre. Une hausse générale des prix et une dépréciation correspondante du signe monétaire étaient donc inévitables, puisque les rentiers, les entrepreneurs ou fournisseurs de l'Etat payés en papier ne transféraient pas simplement leur pouvoir de consommation à l'Etat, *mais qu'ils le dédoublaient* en quelque sorte, lui procurant du pouvoir de consommation, tout en conservant plus ou moins intact leur pouvoir de consommation propre.

Cette dépréciation du signe monétaire a entraîné une dissociation complète entre l'unité-or et l'unité de papier. Depuis 1919, notre franc-papier a vu son cours dominé par l'action des facteurs économiques et psychologiques : par l'état de notre balance des comptes, qui lui faisait perdre plus ou moins sur les monnaies étrangères ; par l'abondance plus ou moins disproportionnée des instruments de circulation par rapport à la masse des choses échangeables ; enfin,